

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1999-2000

16 MAI 2000

Proposition de loi modifiant l'article 24 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures

RAPPORT

FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION
DE L'INTÉRIEUR ET
DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
PAR MME **CORNET D'ELZIUS**

I. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE L'AUTEUR DE LA PROPOSITION

L'auteur déclare que sa proposition reprend en fait pratiquement le contenu d'un amendement qui a été déposé au cours de la législature précédente, lors de la discussion du projet de loi dont est finalement issue la loi du 20 septembre 1998. Cette proposition prévoit que si le défunt l'a spécifié par écrit, les cendres peuvent être recueillies dans une urne mise à la disposi-

Ont participé aux travaux de la commission :

1. Membres effectifs: Mme Lizin, présidente; MM. Daïf, Dallemagne, Mme de Bethune, M. de Clippelle, Mmes De Schampheleere, Leduc, MM. Lozie, Mahassine, Mmes Nagy, Thijs, Van Riet, M. Wille et Mme Cornet d'Elzcius, rapporteur.

2. Membre suppléant: Mme Lindekens.

3. Autre sénateur: Mme Willame-Boonen.

Voir:

Documents du Sénat:

2-258 - 1999/2000:

N° 1: Proposition de loi de Mme Leduc et consorts.

N°s 2 et 3: Amendements.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1999-2000

16 MEI 2000

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 24 van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE BINNENLANDSE ZAKEN EN VOOR DE
ADMINISTRATIEVE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT
DOOR MEVROUW **CORNET D'ELZIUS**

I. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE INDIENSTER VAN HET VOORSTEL

De indienster zet uiteen dat haar voorstel bijna overeenstemt met de inhoud van een amendement dat tijdens de vorige zittingsperiode reeds werd ingediend naar aanleiding van de bespreking van het wetsontwerp dat uiteindelijk de wet van 20 september 1998 is geworden. Dit voorstel voorziet dat indien de overledene dit schriftelijk heeft bepaald, de as in een urne ter

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen:

1. Vaste leden: mevrouw Lizin, voorzitter; de heren Daïf, Dallemagne, mevrouw de Bethune, de heer de Clippelle, de dames De Schampheleere, Leduc, de heren Lozie, Mahassine, de dames Nagy, Thijs, Van Riet, de heer Wille en mevrouw Cornet d'Elzcius, rapporteur.

2. Plaatsvervanger: mevrouw Lindekens.

3. Andere senator: mevrouw Willame-Boonen.

Zie:

Stukken van de Senaat:

2-258 - 1999/2000:

Nr. 1: Wetsvoorstel van mevrouw Leduc c.s.

Nrs. 2 en 3: Amendementen.

tion des proches parents qui la prennent eux-mêmes en charge. Les cendres peuvent être conservées, inhumées ou dispersées dans un autre endroit que le cimetière. Le Roi détermine les autres conditions auxquelles ces actes doivent répondre.

Cette proposition répond à une demande importante de la population. Chaque année, plus de 34 000 personnes optent pour une crémation et ce nombre est en augmentation. Le souhait de disposer d'autres possibilités de destination des cendres est essentiel pour les familles concernées. Il s'agit pour elles d'une matière très sensible qu'il faut traiter sérieusement. L'auteur souhaite réfuter toutes les objections consistant à dire qu'il pourrait y avoir des abus. Les musulmans peuvent ramener leurs morts dans leur pays. Dans les pays bouddhistes, l'usage veut que l'on conserve les cendres du défunt dans une sorte d'autel domestique où l'on commémore les ancêtres. Être dispersé dans la mer n'a jamais posé de problème, mais être dispersé dans un étang de jardin serait impensable. Il est courant que l'on conserve une mèche de cheveux d'un défunt, mais il serait inimaginable de conserver un peu de cendres en souvenir !

Il est évident que les membres de la famille qui entreront en possession des cendres d'un défunt pour, soit les disperser ailleurs, soit les conserver, le feront avec le plus grand respect, étant donné qu'il s'agit d'une personne qui leur est chère. Si l'on conserve les cendres à la maison et qu'après un certain temps, il n'y a plus de membres de la famille en vie qui souhaitent conserver les cendres, l'on pourra toujours les transférer tout simplement au cimetière pour les disperser.

En France, la destination des cendres est totalement libre. Aux Pays-Bas, il est permis de les conserver dans une urne fermée et l'on tolère la dispersion dans un endroit librement choisi. Après un débat serein à la Deuxième Chambre, il a été décidé en 1997 de laisser la destination des cendres totalement libre. Dans le Nord de l'Europe et dans les pays anglo-saxons également, les autorités n'interviennent pas dans ce que l'on considère comme une matière privée. Aucun abus ni aucun scandale particulier n'ont été constatés.

Ce qui ne serait pas possible dans notre pays l'est donc bel et bien quelques kilomètres plus loin. Pour contourner notre législation, on peut facilement mentionner comme destination des cendres un endroit en France ou aux Pays-Bas, entrer là-bas en leur possession et retraverser ensuite la frontière.

Un autre argument souvent invoqué est qu'il est interdit, sauf dérogation, d'enterrer un corps ailleurs que dans un cimetière. C'est logique également du point de vue de la santé publique. Les cendres sont

beschikking kan worden gesteld van de nabestaanden die de zorg ervoor op zich nemen. De as kan bewaard worden, begraven of uitgestrooid op een andere plaats dan de begraafplaats. De Koning bepaalt de nadere voorwaarden waaraan hierbij moet voldaan worden.

Dit voorstel beantwoordt aan een grote maatschappelijke vraag. Jaarlijks kiezen meer dan 34 000 mensen voor crematie en dit aantal stijgt. De vraag naar andere mogelijkheden voor de asbestemming is van essentieel belang voor de betrokken families waarvoor deze discussie van wezenlijk belang is. Dit is een zeer gevoelige materie is, waarmee op een ernstige manier moet worden omgesprongen. De indienster wenst alle mogelijke bezwaren vanuit het oogpunt dat er misbruiken zouden kunnen ontstaan, te ontcrachten. Van moslims wordt aanvaard dat ze hun doden terugbrengen naar het land van oorsprong. In Boeddhistische landen is het gebruikelijk om de as van de overledene te bewaren in een soort huisaltaar waar men de voorouders herdenkt. Uitgestrooid worden op zee is nooit een probleem geweest maar uitstrooien in een vijver in de tuin zou ondenkbaar zijn. Een haarlok van een overledene bewaren is een veel voorkomende aangelegenheid doch het bewaren van een beetje as als aandenken zou niet kunnen !

Het is vanzelfsprekend dat familieleden die de as van een overledene onder hun hoede nemen om deze hetzij ergens anders uit te strooien, hetzij om deze te bewaren, dit zullen doen met het grootste respect aangezien het immers om een dierbaar persoon gaat. Indien de as thuis bewaard wordt en er na verloop van tijd geen familieleden meer in leven zijn die de as wensen te bewaren, kan deze eenvoudig alsnog naar de begraafplaats worden overgebracht om dan te worden uitgestrooid.

In Frankrijk is de bestemming van de as volledig vrij. In Nederland mag men de as in een gesloten asbus thuis bewaren en er is een gedoogbeleid ten aanzien van het uitstrooien op een zelfgekozen plek. Na een sereen debat in de Tweede Kamer besliste men in 1997 om de bestemming volledig vrij te laten. Ook in Noord-Europa en in de Angelsaksische landen bemoeit de overheid zich niet met hetgeen men als een privé-aangelegenheid beschouwt. Speciale misbruiken of schandalen zijn niet vastgesteld.

Wat in ons land niet zou kunnen kan enkele kilometers verder dus wel. Om onze wetgeving te ontwijken kan men makkelijk als asbestemming een plaats in Frankrijk of Nederland opgeven, daar de as in ontvangst nemen en er opnieuw de grens mee oversteken.

Een ander argument dat vaak wordt aangehaald is dat men een lijk ook niet elders mag begraven. Dit is ook logisch vanuit het standpunt van de volksgezondheid. As bestaat echter voor 99% uit mineralen en is

composées à raison de 99% de minéraux et sont tout à fait inoffensives pour l'environnement. Aux Pays-Bas, on a soigneusement examiné cette question, et les chercheurs sont arrivés à la conclusion qu'il n'y a pas d'obstacles environnementaux à la dispersion de cendres sur des terrains privés.

Les entrepreneurs de pompes funèbres et les directions de crématoriums sont régulièrement contactés par des personnes désireuses d'emporter un peu de cendres pour les disperser à un endroit qu'elles ont choisi elles-mêmes ou pour les conserver. Ces personnes réagissent toujours avec beaucoup d'incompréhension au refus qui leur est donné. La seule chose qu'elles puissent alors faire est de ramasser quelques cendres sur la pelouse de dispersion. Il est humiliant, pour ces personnes, d'être vues en train de recueillir un peu de cendres dans leur mouchoir ou dans une boîte d'allumettes après la dispersion.

Rien n'appartient davantage au domaine privé de l'individu que sa propre mort ! Le seul point de départ correct de la discussion est de savoir le pourquoi de cette interdiction. Vu sous cet angle, et après avoir mûrement pesé le pour et le contre, on ne peut que conclure qu'elle n'a aucune raison d'être. La volonté du défunt doit primer; il doit pouvoir déterminer ce qu'il adviendra de ses cendres.

II. DISCUSSION

Une membre fait remarquer que son attitude n'a pas changé depuis l'examen de l'amendement de l'auteur au cours de la législature précédente. Elle émet les mêmes réserves qu'à l'époque sur la proposition à l'examen. Elle dit qu'elle a voté contre et qu'elle continuera à le faire, parce qu'elle craint toujours des abus.

Il n'est pas impensable, par exemple, qu'une urne n'intéresse plus personne au bout d'une génération et qu'elle finisse tout bonnement à la poubelle, après la vente de la maison de son détenteur.

Selon l'auteur, la personne qui a opté pour la crémation peut stipuler dans son testament qu'elle s'oppose à ce que ses cendres soient remises à des tiers.

Elle est convaincue que tant les Belges que les ressortissants étrangers sauront faire preuve du respect nécessaire envers ces formes de sépulture.

Mme De Schamphelaere dit partager le point de vue de la première intervenante qui émet des réserves sur la proposition et dans cette optique, elle dépose un amendement (n° 2) tendant à prévenir toute forme de conservation ou de d'enterrement privée.

La question des enterrements est en effet une question sensible dans l'histoire de notre pays, parce qu'elle touche à la relation entre l'Église et l'État. Pour garantir l'égalité des citoyens dans le domaine

volkomen onschadelijk voor het milieu. In Nederland heeft men deze zaak zorgvuldig onderzocht en de onderzoekers kwamen tot de conclusie dat er geen milieuredenen zijn om de uitstrooiing van as op privé-terreinen te verbieden.

Regelmatig worden begrafenisondernemers en crematoriadirecties geconfronteerd met de vraag van sommigen om een beetje as mee te nemen of om de as op een zelfgekozen plaats uit te strooien of te bewaren. Deze mensen reageren steeds met veel onbegrip op de weigering. Het alternatief dat mensen dan hebben is een beetje as van de strooiweide op te rapen. Het is beschamend mensen na de verstrooiing wat as in hun zakdoek of in een luciferdoosje te zien duwen !

Niets is zo privé als de eigen dood ! Het enige juiste uitgangspunt om deze discussie te voeren is : waarom moeten we het verbieden ? Na zorgvuldige afweging van alle argumentatie kan men niet anders dan tot de conclusie komen dat daarvoor geen geldige argumenten te vinden zijn. De wil van de overledene moet primeren; hij of zij moeten kunnen bepalen wat er met de as gebeurt.

II. BESPREKING

Een lid merkt op dat haar houding ongewijzigd blijft sinds de behandeling van het amendement van de indienster tijdens de vorige zittingsperiode. Ten opzichte van het voorstel heeft ze hetzelfde voorbehoud. Ze heeft tegen gestemd en zal dat blijven doen, omdat ze misbruiken blijft vrezen.

Zo is het niet denkbeeldig dat de aandacht voor de urne na één generatie verdwenen is, en dat deze nadien gewoon op een vuilnisbelt belandt, bijvoorbeeld na verkoop van de woning van de bewaarder van de urne.

De indienster beweert dat het verzet tegen overdracht kan worden voorzien bij testament.

Ze is ervan overtuigd dat zowel Belgen als buitenlanders met het nodige respect met zulke vormen van lijkbezorging kunnen omspringen.

Mevrouw De Schamphelaere deelt het standpunt van de eerste spreekster, die dit voorstel betwistte, en dient in die zin een amendement in (nr. 2) om elke vorm van privé-bewaring of -begraving te vermijden.

De begrafenissen zijn immers een gevoelige materie in onze staatsgeschiedenis, die raakt aan de verhouding tussen Kerk en Staat. Teneinde de gelijkheid van de burgers op het vlak van lijkbezorging te vrijwaren,

des sépultures, il faut éviter toute possibilité de conservation et d'enterrement privée des cendres, sinon on ouvre la porte à la création de mausolées par exemple. Il faut en outre que les pouvoirs publics puissent exercer un contrôle en la matière.

L'auteur de la proposition estime que ce raisonnement n'est pas correct, étant donné que l'égalité n'est déjà plus garantie dans les faits. Il y a déjà des privilèges à l'heure actuelle. Tel est le cas des anciens combattants. Le contrôle pourrait être organisé, le cas échéant, par des agents communaux.

Un sénateur déclare, comme certains de ses collègues l'ont déjà fait, que la question est très délicate et qu'elle touche en effet au principe d'égalité. Selon lui, la conservation de cendres par des personnes privées à leur domicile n'est pas une bonne solution.

L'auteur de l'amendement n° 2 déclare que, le cas échéant, elle aurait moins de mal à admettre une dispersion privée que la conservation d'une urne à domicile, parce que c'est précisément cette dernière forme de sépulture privée qui risque le plus d'engendrer des abus.

L'auteur de la proposition estime que l'argument n'est pas valable. En effet, les enterrements dans les cimetières publics engendrent aussi parfois des effets pervers avec le temps: il n'est pas rare que les journaux fassent état du fait que l'on a trouvé des ossements et d'autres restes de cadavres traînant ça et là.

Une autre sénatrice rappelle que, lors de la dernière législature, elle s'est également opposée à l'amendement qui est devenu actuellement la proposition de loi discutée, son opposition portant tant sur la conservation d'une urne à la maison que sur l'enterrement dans un jardin.

Qu'arriverait-il en effet en cas de vente de la maison? Aucune garantie n'existe quant au traitement respectueux des cendres par les acquéreurs de l'immeuble.

Un sénateur approuve ce point de vue et souligne que dans pareille matière, le testament qui est à la base de tout, ne saurait être exécuté de façon coercitive à l'encontre d'un acquéreur d'un bien. Il est impossible de gérer de telles modalités dans le temps.

Un sénateur déclare que la finalité de la présente proposition de loi remet en cause les principes fondamentaux qui président à l'organisation des sépultures.

On porte atteinte à l'interdiction de créer des cimetières privés de même qu'au principe de l'égalité du mode d'inhumation et au contrôle public des cimetières.

L'auteur affirme que la question de la dispersion des cendres n'a pas été approfondie au cours de l'examen à la Chambre des représentants du projet de loi qui allait devenir la loi du 20 septembre 1998.

is elke private bewaring of begraving te vermijden. Zo niet, zet men de deuren open voor het oprichten van bijvoorbeeld mausolea. Bovendien moet openbare controle mogelijk zijn.

De indienster van het voorstel vindt deze redenering niet correct, omdat *de facto* de gelijkheid toch al niet meer gewaarborgd is. Er zijn nu ook al geprivilegieerden, zoals de oud-strijders. Controle kan desnoods worden georganiseerd door gemeentebesturen.

Een senator vindt, evenals de vorige sprekers, dat deze kwestie zeer kies is, en dat ze inderdaad raakt aan het gelijkheidsbeginsel. Hij vindt het bewaren van as bij personen thuis geen goede oplossing.

De indienster van amendement nr. 2 heeft desnoods minder problemen met een private uitstrooiing dan met het thuis bewaren van een urne, omdat uitgerkend deze variëte van privé-lijkbezorging het meest tot misbruiken aanleiding kan geven.

De indienster van het voorstel vindt dit geen argument. Ook de begravingen in de publieke begraafplaatsen hebben soms na verloop van tijd nefaste gevolgen: in de kranten treft men niet zelden artikelen aan die gewag maken van beenderen en andere resten van lijken die hier of daar rondslingeren.

Een andere senator herinnert eraan dat zij zich al tijdens de vorige zittingsperiode heeft verzet tegen het amendement dat nu dit wetsvoorstel vormt. Zij verzet zich zowel tegen het thuis bewaren van de urne als tegen het begraven in de tuin.

Wat gebeurt er immers wanneer het huis wordt verkocht? Er is geen enkele waarborg dat de asse door de kopers met respect zal worden behandeld.

Een senator valt dit standpunt bij en benadrukt dat het testament in deze kwestie de basis is van alles en dat de koper van het goed niet tot de uitvoering van het testament kan worden gedwongen. Het is onmogelijk om zoiets voor de toekomst te regelen.

Een senator stelt dat de opzet van dit wetsvoorstel de fundamentele principes in opspraak brengt die ten grondslag liggen aan de inrichting van de begrafenis- sen.

Zo is het verbod op het inrichten van private begraafplaatsen in het gedrang gebracht, alsmede het principe van de gelijke wijze van begraven en de openbare controle op de begraafplaatsen.

De indienster beweert dat bij de bespreking in de Kamer van volksvertegenwoordigers van het wetsontwerp dat de wet van 20 september 1998 is geworden, het aspect van de asverstrooiing niet werd uitgediept.

Ce fut par contre le cas au Sénat, qui a examiné cette question en détail à la lumière de l'amendement qu'elle avait déposé à l'époque. Il a été fait référence alors aussi aux pays limitrophes, où aucun abus n'était constaté malgré l'existence de lois de portée identique à celle de sa proposition actuelle.

Il s'agit d'un débat où la tolérance doit l'emporter, notamment par rapport au vœu profond de nombreux parents de conserver encore en cas d'incinération un lien physique avec le défunt et de rendre ainsi leur deuil moins pénible.

Elle ne pense pas qu'il faille craindre la création de mausolées, ce qui poserait par ailleurs un problème de permis de bâtir.

Ce qu'elle souhaite, c'est introduire une variante limitée à la dispersion publique ou au placement de l'urne dans un columbarium.

Mme Nagy a déposé, conjointement avec M. Vankrunkelsven, un amendement (n° 1) visant à conserver dans leur ordre exact les principes qui viennent d'être cités. Cet amendement est très limité et va en tout cas beaucoup moins loin que l'amendement n° 3 de Mme Cornet d'Elzius.

Elle estime que ce n'est pas le principe de tolérance qui doit triompher, mais bien le principe d'égalité qui, en matière d'inhumation, a été adopté par la Révolution française.

L'égalité de traitement des défunts est un principe fondamental, comme l'a d'ailleurs rappelé la commission de la Chambre à l'occasion de l'examen du projet de loi qui allait devenir la loi du 20 septembre 1998. On est parti du principe qu'il fallait une gestion sociale du mode de sépulture, du moins en ce qui concerne le cadre.

La présente proposition de loi recèle encore un autre danger : si l'on approuve la dispersion privée des cendres ou leur inhumation dans une propriété privée, par dérogation à la règle générale, rien ne pourra plus empêcher certains groupes de pression de revendiquer d'autres formes de sépulture.

Quant aux éventuelles répercussions de législations étrangères, elle n'est pas tellement convaincue que tout marche comme sur des roulettes.

Elle aurait souhaité obtenir un tableau comparatif des législations étrangères citées par l'auteur de la proposition.

Cette dernière ne peut marquer son accord sur un tel report. Les problèmes ont été examinés à fond au cours de la législature précédente.

Aux Pays-Bas, ce débat a déjà été mené en détail et une loi y a été votée en 1997 laissant toute liberté quant à la destination des cendres.

Dat gebeurde wél in de Senaat, waar deze problematiek grondig werd besproken naar aanleiding van haar toenmalig amendement. Er is toen ook reeds verwezen naar de ons omringende landen, waar nergens misbruiken werden vastgesteld, ondanks het bestaan van wetten met dezelfde strekking als die van haar huidig voorstel.

Dit is een debat waarin de tolerantie moet zegevieren, onder meer ten aanzien van de innige wens van vele verwanten om, in geval van lijkverbranding, nog een fysieke band te bewaren met de overledene, en zo het rouwproces te vergemakkelijken.

Ze denkt niet dat men moet vrezen voor het oprichten van mausolea, wat trouwens een probleem van bouwvergunning zou opwerpen.

Wat ze wil, is een bescheiden variante invoeren op de openbare verstrooiing of de bijzetting van de urne in een columbarium.

Mevrouw Nagy heeft, samen met de heer Vankrunkelsven, een amendement ingediend (nr. 1) om de zo-even geciteerde principes in hun juiste volgorde te handhaven. Dit amendement is zeer beperkt, en is alleszins veel minder ingrijpend dan amendement nr. 3 van mevrouw Cornet d'Elzius.

Zij vindt dat niet het principe van de tolerantie moet zegevieren, maar veeleer het gelijkheidsbeginsel dat inzake teraardebestelling werd ingevoerd door de Franse revolutie.

De gelijkheid van behandeling van de overledenen is een groundbeginsel, zoals trouwens door de Kamercommissie in herinnering is gebracht tijdens de bespreking van het wetsontwerp dat de wet van 20 september 1998 is geworden. Er werd van uitgegaan dat men de wijze van lijkbezorging sociaal moest beheren, althans wat het kader betreft.

Een bijkomend gevaar van dit voorstel schuilt in het feit dat, als men een privé-asverstrooiing en bijzetting van de as in de privé-woonst goedkeurt, in afwijking van de algemene regel, er niets is dat bepaalde pressiegroepen er nog kan van weerhouden om andere vormen van teraardebestelling te eisen.

Wat de mogelijke weerslag van buitenlandse wettelijke regelingen betreft, is ze er nog niet zo zeker van dat alles van een leien dakje loopt.

Graag had ze een vergelijkende tabel gekregen waarin de door de indienster aangehaalde vreemde wetgeving wordt vergeleken.

De indienster kan met zulk een uitstel niet akkoord gaan. De problemen zijn grondig uitgepraat tijdens de vorige zittingsperiode.

In Nederland is dit debat reeds grondig gevoerd, en is er een wet in 1997 aangenomen waardoor de bestemming van de as volledig vrij werd gelaten.

En France, on retrouve la même liberté, sauf la restriction évidente que les cendres ne peuvent pas être dispersées sur la voie publique. Aux États-Unis, on est libre aussi d'en choisir la destination.

Elle estime que le fait qu'une telle législation existe dans de grands pays est déjà en soi une garantie que le problème sera traité dignement en Belgique. Dans tous ces pays, on considère dorénavant la dispersion des cendres et leur conservation comme une affaire privée.

D'autre part, il n'y a pas davantage de craintes à avoir en ce qui concerne le sort des cendres des défunts que pour la dépouille mortelle des personnes inhumées. Des abus ont déjà constatés à maintes reprises lors d'exhumations de cadavres à l'échéance de concessions où à l'occasion de la suppression de cimetières.

Les cendres, par définition, ne peuvent pas poser de tels problèmes.

La demande de dispersion et d'inhumation privées est en tout cas très élevée. La preuve en est qu'en l'absence de tout battage médiatique autour de la proposition, la presse l'a spontanément relayée.

À la suite de ces articles de presse, l'auteur a reçu de nombreux messages d'approbation, notamment de parents ayant perdu de jeunes adolescents dans un accident. Partisans de l'incinération, ils déploraient cependant le manque d'un lien matériel suffisant avec le défunt.

Une membre continue à penser que le fait d'autoriser la conservation privée des cendres ouvrira bel et bien la voie à des abus: le texte ne l'interdisant pas, des mausolées privés pourraient s'installer, même sans permis de bâtir si leur taille demeure réduite.

Il s'agirait selon elle d'une erreur de ne pas vouloir envisager l'aboutissement d'un texte consensuel. Quoi qu'en dise l'auteur de la proposition, rien ne saurait dissuader certains groupes de demander l'extension du principe de la privatisation de la sépulture au domaine de l'ensevelissement des corps. Les avancées dans le domaine sanitaire pourraient justifier pareille demande.

Une autre membre partage cette crainte. Elle se rappelle l'insistance avec laquelle juifs et musulmans ont voulu obtenir l'octroi d'un droit d'installer des cimetières ou du moins des parcelles privées. Il a fallu beaucoup de pouvoir de persuasion au ministre pour convaincre les représentants de ces deux religions d'admettre le monopole des cimetières communaux. En battant en brèche ce principe, l'auteur de la proposition prend le risque d'annihiler complètement cet acquis.

In Frankrijk vindt men dezelfde vrijheid terug, op één evidente restrictie na, namelijk dat de as niet op de openbare weg mag terechtkomen. In de Verenigde Staten is de bestemming ook vrij.

Ze vindt dat het feit dat grote landen zulk een wetgeving hebben, op zichzelf al een garantie is voor een waardige afhandeling van de problematiek in België. In al die landen beschouwt men de asvertrooiing en -bewaring voortaan als een privé-aangelegenheid.

Er valt, wat de behandeling van de as van overledenen betreft, overigens niet meer vrees gekoesterd te worden dan wat de stoffelijke overschotten van begraven personen betreft. In veel gevallen heeft men al misbruiken vastgesteld bij opgravingen van lijken in geval van beëindiging van concessies of bij afschaffing van begraafplaatsen.

Voor as kan dat per definitie niet zo'n probleem doen rijzen.

De vraag naar privé-uitstrooiing en -begraving is in ieder geval zeer groot. Het bewijs hiervan is dat, hoewel rond het voorstel geen mediacampagne is gevoerd, de pers spontaan op dit onderwerp is ingegaan.

Ten gevolge van deze persartikels heeft de indienster vervolgens heel wat bijval geoogst bij vele mensen, waaronder verschillende ouders die bijvoorbeeld jonge tieners verloren bij een ongeval. Ze waren voorstander van crematie, maar betreurden toch het ontbreken van een voldoende materiële band met de overledene.

Een lid blijft menen dat misbruiken zullen ontstaan als het bewaren van asse door privé-personen wordt toegestaan. De tekst verbiedt privé-mausolea niet uitdrukkelijk, zodat deze kunnen worden gebouwd — desnoods zonder bouwvergunning als ze klein genoeg zijn.

Ze vindt het fout om niet te denken aan de mogelijke gevolgen van een consensuele tekst. Wat de indienster van het voorstel ook beweert, niets zal bepaalde groepen beletten ernaar te streven dat de privatisering van de lijkbezorging wordt uitgebreid tot de begravingen. De nieuwe inzichten op het vlak van de volksgezondheid zouden deze eis kunnen rechtvaardigen.

Een ander lid deelt deze vrees. Zij herinnert zich hoe hardnekkig joden en islamieten hebben gestreefd naar het recht om privé-begraafplaatsen of toch minstens aparte percelen in te richten. De minister heeft al zijn overredingskracht moeten aanwenden om ervoor te zorgen dat de vertegenwoordigers van deze twee godsdiensten zich neerlegden bij het monopolie van de gemeentelijke begraafplaatsen. Door dit principe aan te tasten, creëert de indienster van het voorstel het risico dat alles opnieuw op de helling komt te staan.

L'auteur rétorque que la matière est complètement différente. L'enterrement concerne bel et bien la santé publique, tandis que la crémation est inoffensive de ce point de vue. Les cendres sont des minéraux qui ne sont en rien comparables à des cadavres.

La préopinante continue à contester le bien-fondé de ces arguments. L'on ne peut pas présager de la manière dont on va réfléchir sur les morts à l'avenir. Il faut donc bien peser chaque modification de la loi dans un domaine aussi sensible.

Une sénatrice fait observer que Mme Cornet d'Elzius n'a même pas eu l'occasion de défendre son amendement. Il serait indécent de procéder aux votes en son absence, d'autant plus qu'elle est rapporteuse.

III. VOTES

Article 1^{er}

L'article 1^{er} est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

Article 2

Les amendements sont votés en ordre décroissant de leur portée.

L'amendement n° 3 est rejeté par 7 voix et 2 abstentions.

L'amendement n° 2 est rejeté par 7 voix contre 1 et 1 abstention.

L'amendement n° 1 est rejeté par 7 voix contre 2.

L'article 2 est ensuite adopté par 7 voix contre 1 et 1 abstention.

Vote sur l'ensemble

L'ensemble de la proposition est adopté par 7 voix contre 1 et 1 abstention.

Le présent rapport a été approuvé par 7 voix et 1 abstention.

La rapporteuse,

Christine CORNET D'ELZIUS.

La présidente,

Anne-Marie LIZIN.

De indienster antwoordt dat het hier om een heel andere materie gaat. Het begraven van lijken heeft inderdaad gevolgen voor de volksgezondheid, maar de crematie niet. Assen zijn mineralen die niets gemeen hebben met lijken.

De vorige spreekster blijft de gefundeerdheid van deze argumenten betwisten. Men kan niet voorspellen hoe de mens in de toekomst tegenover de doden zal staan. Elke wetswijziging over zo'n gevoelige materie moet nauwkeurig worden overwogen.

Een senator wijst erop dat mevrouw Cornet d'Elzius zelfs niet de mogelijkheid heeft gehad om haar amendement ter verdedigen. Het zou onfatsoenlijk zijn om in haar afwezigheid tot de stemming over te gaan, vooral ook omdat zij rapporteur is.

III. STEMMINGEN

Artikel 1

Artikel 1 wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Artikel 2

Bij de stemming over de amendementen wordt begonnen met het amendement met de verste strekking.

Amendement nr. 3 wordt verworpen met 7 stemmen bij 2 onthoudingen.

Amendement nr. 2 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1 stem, bij 1 onthouding.

Amendement nr. 1 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 2.

Artikel 2 wordt aangenomen met 7 stemmen tegen 1 stem, bij 1 onthouding.

Stemming over het geheel

Het wetsvoorstel in zijn geheel wordt aangenomen met 7 stemmen tegen 1 stem, bij 1 onthouding.

Dit verslag werd goedgekeurd met 7 stemmen bij 1 onthouding.

De rapporteur,

Christine CORNET D'ELZIUS.

De voorzitter,

Anne-Marie LIZIN.